



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

L'APTS lance un appel à la population : défendons notre réseau régional de santé et de services sociaux!

Rimouski, le 14 juillet 2016 – Les membres de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) du Bas-Saint-Laurent mènent aujourd'hui partout sur le territoire une opération de sensibilisation auprès de la population. « Les gens doivent savoir que les réductions de services résultant des nouvelles compressions de 20 M \$, la centralisation des laboratoires médicaux telle que prévue par le projet OPTILAB, et les atteintes à la mission des centres locaux de services communautaires (CLSC) sont des choix gouvernementaux visant à déresponsabiliser l'État et à privatiser notre système de santé, affirme le porte-parole régional de l'APTS, Sylvain Lirette. On veut nous ramener en arrière, à l'époque où une région comme la nôtre ne bénéficiait pas des mêmes services que les grands centres urbains. Il faut se mobiliser et s'opposer à ce recul qu'on veut imposer à notre région. »

Cette année, ce sont encore 118 postes qui seront abolis, une perte d'expertise considérable pour la région. « Le gouvernement nous a soumis à des années d'austérité avec des compressions à répétition, sans égard pour leurs répercussions. Et maintenant, il se targue d'avoir dégagé un surplus qu'il va utiliser pour faire des cadeaux ici et là à des fins électoralistes. Nous ne sommes pas dupes », renchérit la présidente nationale de l'APTS, Carole Dubé. L'APTS appréhende que le gouvernement recoure à sa nouvelle marge de manœuvre financière pour jeter de la poudre aux yeux en réinvestissant dans les secteurs qu'il a en partie démantelés au cours des dernières années, mais cette fois en réorganisant les services de manière à faire une plus grande place au privé. « Le transfert de professionnels des CLSC vers les groupes de médecine de famille (GMF) en est un exemple : on a laissé les listes d'attente s'allonger dans les CLSC, sous-financés, pour pouvoir prétendre que les GMF, privés et gérés par des médecins, feront mieux », constate la présidente.

Et même si l'Hôpital régional de Rimouski abrite le laboratoire qui desservira, outre le Bas-Saint-Laurent, toute la péninsule gaspésienne, il demeure qu'avec la réorganisation des laboratoires la région perdra les services de proximité dont bénéficiaient les autres municipalités de la région. « Pour quelle raison un patient d'Amqui devrait-il attendre son diagnostic plus longtemps en 2016? », questionne Sylvain Lirette. C'est pourquoi les élus municipaux de la région appuient l'initiative de l'APTS de réclamer un moratoire sur l'implantation du projet OPTILAB. L'organisation invite la population à signer [la pétition](#) le réclamant.

Le député de Rimouski, Harold Lebel, partage l'indignation des membres de l'APTS devant les effets dévastateurs des réformes imposées de façon autoritaire par le ministre Barrette et est aux côtés des syndiqués aujourd'hui pour inviter la population à défendre ses droits à des soins de santé et des services sociaux accessibles et de qualité.

À propos de l'APTS

Avec 32 000 membres, l'APTS est un acteur incontournable du réseau public de la santé et des services sociaux. Elle représente plus d'une centaine de titres d'emploi distincts parmi le personnel professionnel et technique dans les domaines du diagnostic, de la réadaptation, de la nutrition, de l'intervention psychosociale, du soutien clinique et de la prévention. Dans la région du Bas-Saint-Laurent, elle représente plus de 1 100 personnes.

-30-

Pour renseignements : Sylvain Lirette, répondant politique pour l'APTS dans le Bas-Saint-Laurent
Cell. : 514-236-9288
Courriel : slirette@aptsq.com